

*Être haut magistrat a Lima au milieu du XIX^e siècle**

LISSEL QUIROZ-PEREZ

Maître de conférences à l'Université de Rouen

Resumé : L'indépendance du Pérou consolide la position prédominante de Lima en matière politique et judiciaire. Dans la continuité de ce qui se passait sous la période coloniale, la justice républicaine s'articule autour de la capitale du nouvel Etat. C'est là que se trouvent les principales cours et institutions judiciaires. La capitale concentre aussi le plus grand nombre de juristes et d'hommes de loi du pays ; elle constitue par conséquent un vivier d'où sortent les principaux hommes politiques de l'époque. Parmi ces derniers figurent les hauts magistrats qui siègent à la Cour Suprême et à la Cour Supérieure. Ces juges se trouvent au sommet de la hiérarchie judiciaire péruvienne, ils traitent des affaires les plus importantes tant au niveau civil que criminel. Ils fondent leur puissance et leur notabilité de l'examen de ces affaires. Mais à une époque où il n'existe pas encore de spécialisation dans la carrière judiciaire, les juges liméniens cumulent de nombreuses autres fonctions au sein du gouvernement ou du parlement tout en gérant leurs cabinets d'avocats ou en enseignant le droit à l'Université. Cette position politique dominante est souvent complétée par l'intégration de ces magistrats à l'oligarchie péruvienne, détentrice notamment de la richesse provenant de l'exploitation du guano comme le montre l'exemple de la famille Paz Soldán.

Mots-clés : Histoire ; Lima ; Ville ; Magistrats.

Resumo : A independência do Peru consolida a posição dominante de Lima em matéria política e judiciária. Na continuidade do que acontecia sob o período colonial, a justiça republicana se articula em torno da capital do novo Estado. É lá que se encontram os principais tribunais e instituições jurídicas. A capital concentra também o maior número de juristas e legisladores do país; ela constitui, por conseguinte, um viveiro de onde saem os principais políticos da

* Artigo submetido à avaliação em 18 de agosto de 2012 e aprovado para publicação em 17 de novembro de 2012.

época. Entre esses últimos, figuram os altos magistrados da Corte Suprema e no Tribunal Superior. Esses juízes se encontram no topo da hierarquia judiciária peruana, eles tratam das questões mais importantes, tanto no nível civil quanto no criminal. Eles fundamentam seu poder e sua notabilidade no exame dessas questões. Mas em uma época em que ainda não existe especialização na carreira judiciária, os juízes limenhos cumulam numerosas autres fonctions dentro do governo ou do parlamento, ao mesmo tempo em que gerenciam seus escritórios de advocacia ou ensinavam direito na Universidade. Essa posição política dominante é muitas vezes completada pela integração desses magistrados à oligarquia peruana, detentora em especial da riqueza proveniente da exploração do guano, como mostra o exemplo da família Paz Soldán.

Palavras-chave: História; Lima; Cidade; Magistrado.

Lorsque, en 1535, Francisco Pizarro fonde la « Cité des Rois », elle n'était qu'une bourgade et ne faisait pas le poids face à la capitale des Incas, Cuzco. Mais sa position géostratégique, ainsi que la volonté politique des conquistadors en firent la capitale de la vice-royauté. A partir de ce moment, son poids politique et économique n'eut de cesse de se renforcer. Ce pouvoir provenait notamment des institutions monarchiques qui y avaient été installées, le palais du vice-roi, une cour de justice (l'*audiencia*) et de nombreux tribunaux relevant des justices privatives. Les membres de ces tribunaux étaient alors parmi les personnages les plus importants et puissants de la vice-royauté. Les ministres de l'Audience de Lima tout particulièrement avaient un rôle politique et social de premier ordre puisqu'ils faisaient office de conseillers du vice-roi. Ils rendaient la justice et étaient de véritables spécialistes du droit – ou plutôt des droits qui coexistaient dans la société d'Ancien Régime hispanique.¹ C'est précisément cette toute-puissance qui devient la cible des attaques des *ilustrados*, les hommes des Lumières

¹ Plusieurs études ont été consacrées aux ministres des audiences hispano-américaines. Citons parmi elles: LOHMANN VILLENA, 1974 et POLANCO ALCÁNTARA, 1992. En revanche, les travaux portant sur la magistrature républicaine sont rares. C'est cette lacune que j'ai voulu combler dans ma thèse intitulée *Du service du roi au service de la République. Haute magistrature et construction de l'Etat au Pérou (1810-1870)*, sous la direction d'Annick Lempérière et soutenue à l'Université de Paris I en 2009.

péruviens, qui voient dans ces juges l'incarnation du despotisme. Les patriotes de l'indépendance s'étaient juré d'en finir avec la tyrannie et de faire des juges des « bouches de la loi » selon la célèbre formule de Montesquieu. Mais une fois arrivés au pouvoir le pragmatisme l'emporte. La révolution des années 1820-1825 n'en est pas vraiment une au Pérou même si de nombreux changements se font jour dans les cinquante années qui suivent l'indépendance. Lima se conforte comme le centre du pouvoir judiciaire avec l'installation d'une cour supérieure et d'une cour suprême. A Lima résident donc les hauts magistrats mais aussi les juristes les plus renommés, ceux-là mêmes qui se chargent de rédiger les codes – civil et pénal – ainsi que les constitutions et la législation de la nouvelle république.

Par ailleurs, ces hauts magistrats, c'est-à-dire juges et procureurs des hautes cours républicaines, sont des personnages particuliers, à la charnière entre les magistrats d'Ancien Régime et les juges contemporains. Comme les premiers, ils sont des spécialistes des droits – espagnol et péruvien –, des détenteurs d'un savoir juridique de la plus grande importance dans un pays où l'ancien droit coexiste avec la nouvelle législation en cours de production. Une autre particularité de ces personnages vient de leur carrière et des fonctions qu'ils sont amenés à occuper durant leur vie. Vivant à une époque qui ne connaît pas encore de spécialisation des fonctions administratives, les juges républicains ne se focalisent guère sur leur carrière judiciaire, ils exercent donc des fonctions diverses dans les universités, le parlement, les ministères quand ils ne se consacrent pas aux affaires, et tout cela sans renoncer forcément à leur travail au sein des tribunaux. En cas de vacance du pouvoir pour cause d'instabilité politique, c'est à eux qu'on fait appel en priorité. On comprend dans ces conditions que les hauts magistrats soient également intégrés à l'oligarchie péruvienne, ce microcosme où une poignée de familles règle la destinée d'un pays. Tout ceci nous invite à regarder de plus près la trajectoire des ces hommes qui ont marqué l'histoire du Pérou et à se demander ce qui fait leur spécificité. Les hauts magistrats liméniens se distinguent du reste de leurs confrères par leur rapport au pouvoir politique mais aussi économique. Ils disposent d'un capital culturel qui renforce leur prééminence. S'ils ne sont plus des magistrats tout-puissants car la nouvelle

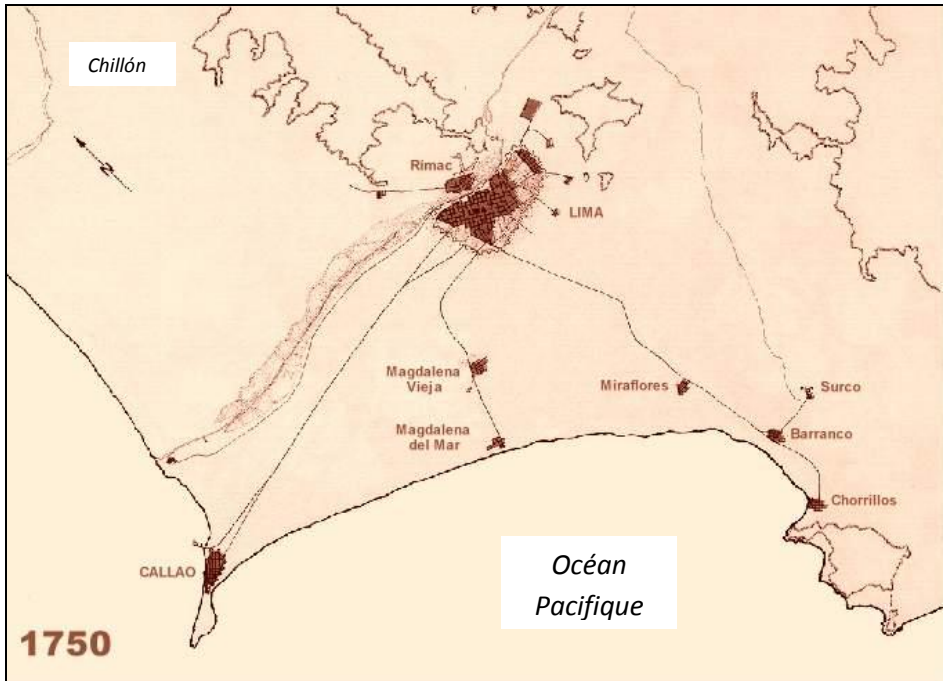
législation tend à limiter leur pouvoir discrétionnaire en leur imposant notamment de motiver leurs sentences, leur position sociale est tout de même très privilégiée. Analyser ce qui fait leur singularité permet de mieux comprendre le processus de métropolisation péruvien peu étudié jusqu'ici. C'est en effet tout un pan de l'histoire de la construction de l'Etat péruvien qui se dévoile à nous à travers l'étude de ce groupe d'hommes.

Suivre le parcours de ces magistrats suppose de mobiliser des sources de types très différents. Un premier ensemble regroupe les archives judiciaires, composées principalement des procès civils et criminels de la période républicaine disponibles aux Archives Nationales de Lima. Un second groupe est constitué par les nombreux ouvrages rédigés par les juges péruviens du XIXe siècle, qu'il s'agisse de codes, constitutions, manuels, essais mais aussi articles de presse, pamphlets et autres ouvrages littéraires. Le dernier ensemble se compose de la correspondance administrative et judiciaire, émanant des différents ministères mais aussi des parlements et des cours elles-mêmes. Grâce à cette documentation prolixe, il est possible d'appréhender les caractères spécifiques des hauts magistrats liméniens et leur participation à la création de l'Etat péruvien.

Lima, centre du pouvoir politique et judiciaire

Au moment de sa fondation, Lima n'a pas du tout la stature d'une capitale comme Mexico ou Cuzco. Etendue sur la plaine de déjection du fleuve Rimac et à proximité du Pacifique, la cité n'a rien d'un foyer indien (figure n°1). La raison la plus probable de l'installation de la capitale de la nouvelle vice-royauté dans ce site est sa situation côtière.

Figure n° 1. Lima en 1750



Source: <http://es.wikipedia.org/wiki/Lima> (dernière consultation: 2/07/12)

Du fait de sa construction ex nihilo, la ville prend l'allure tout à fait caractéristique des villes coloniales américaines au plan en damier. Ceci contraste fortement avec la capitale des Incas puisque Cuzco, tout aussi peuplée, ne dispose pas de murailles et s'accommode d'un plan hérité de la période précolombienne. Lima croît tout d'abord parce qu'elle est la capitale de la deuxième vice-royauté de l'empire hispanique ce qui suppose l'installation de nombreuses institutions coloniales. Elle se positionne également comme un véritable carrefour commercial grâce à l'exportation des métaux conduits depuis la zone andine. En contrepartie, elle écoule sur le marché intérieur sa production artisanale. Aussi, coexiste dans les hautes sphères de la capitale tout un petit monde fort hétérogène, constitué de fonctionnaires coloniaux et locaux, de marchands et négociants, mais dont

l'interdépendance va en s'accroissant. Surtout, comme le note Alberto Flores Galindo, une étroite association entre les commerçants – rassemblés autour de la corporation du Consulat des Marchands – et l'administration coloniale se consolide tout au long de l'Ancien Régime (FLORES GALINDO, 1984, p. 60).

En dépit d'une croissance constante depuis sa fondation, Lima demeure une petite ville au milieu du XIXe siècle. Selon les sources de l'époque, la province de Lima (plus étendue en superficie que l'agglomération elle-même) comptait 65 116 habitants en 1847 (CARRASCO, 1847, p. 64). Néanmoins, elle est déjà, et de loin, la plus grande ville du Pérou devant Arequipa et Cuzco qui ne dépassent pas les 21 000 habitants (FLORES GALINDO, 1977, p. 54, 88). Le phénomène de polarisation de la capitale se manifeste d'abord par la concentration des institutions politiques importantes. D'autre part, l'aristocratie liménienne et régionale y prend résidence; les caudillos, même si leurs pronunciamientos naissent en province, doivent investir Lima pour s'assurer le pouvoir. Aussi, plus que dans n'importe quelle autre ville du pays, la densité des hommes de pouvoir s'élève considérablement tout au long de son histoire coloniale. Dans un espace relativement réduit (environ 400 hectares), se côtoient les personnages les plus puissants du pays. Et le phénomène ne fait que s'amplifier au cours du XIXe siècle.

Cette polarisation croissante s'explique par le choix politique des élites créoles qui s'installent au pouvoir à partir de 1821. Après quelques débats qui ne durent pas très longtemps, celles-ci écartent définitivement la faction fédéraliste et optent pour un modèle d'Etat centralisé. Cela entraîne le renforcement politique de Lima. Le second facteur est économique. L'élite commerçante liménienne, au premier rang de laquelle figurent les membres du Consulat des Marchands, souhaite le maintien du système qui a contribué largement à son enrichissement et qui fait de Lima une plate-forme qui reçoit les marchandises en provenance de l'intérieur pour les revendre à d'autres régions du Pérou mais aussi de l'étranger (GOOTENBERG, 1989, p. 21). Or

ce développement s'est fait au détriment de la province, notamment des régions du Sud qui doivent se plier à l'hégémonie liménienne.

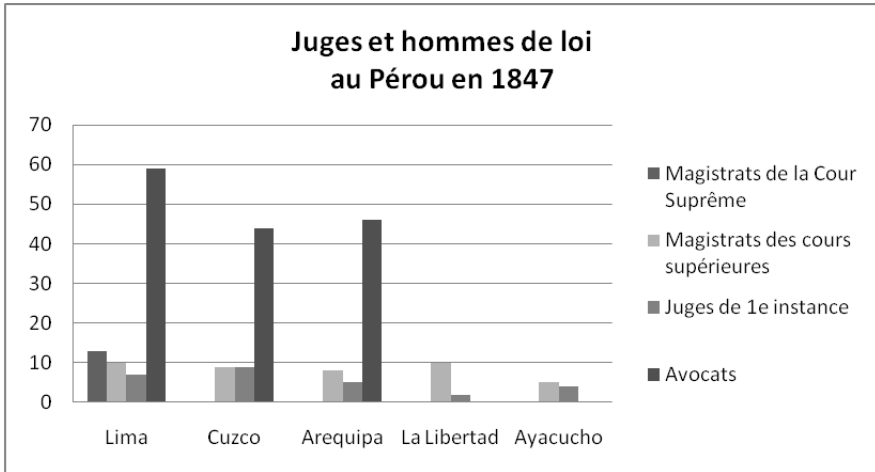
Ainsi, l'installation du système républicain conduit à une organisation du territoire péruvien polarisé autour de Lima. On y trouve le palais présidentiel qui héberge à la fois le président, les différents ministères et les cours de justice. La ville accueille également le Congrès, l'Université et le Consulat des Marchands. Y résident également la majorité des avocats, des médecins, des professeurs de tous niveaux et des scientifiques. Les familles puissantes y prennent résidence tandis que débute un phénomène de spéculation foncière. L'exemple de la justice illustre bien ce phénomène.

Une justice républicaine articulée autour de la capitale

San Martín proclame l'indépendance en 1821 mais l'offensive royaliste se maintient au Pérou jusqu'en 1824. Le pays est en guerre et il s'avère très difficile dans ces conditions de réformer l'organisation de la justice. Aussi, la situation est dans un premier temps tout à fait confuse. L'Audience de Lima est reconduite avec une nouvelle appellation (*Alta Cámara de Justicia*); elle est le plus haut tribunal du territoire géré par les patriotes. En réalité, le fonctionnement de la justice liménienne est chaotique. Tout d'abord, certains *oidores* quittent le Pérou. Les procès s'interrompent dans l'attente d'une situation plus stable tandis que les aléas du conflit obligent les autorités patriotes à quitter la capitale. En 1823 en effet, le gouvernement et le parlement s'installent dans le nord du Pérou où est créée une nouvelle cour, la Cour Supérieure de Trujillo (BASADRE, 2005, p. 53). Pendant ce temps, dans les régions restées sous domination espagnole, certaines institutions coloniales sont conservées dont l'Audience de Cuzco. Or celle-ci n'est pas plus active que son homologue liménienne. Il est en effet difficile de déplacer toutes les affaires traitées à Lima tandis que les plaidants ne savent plus à quel saint se vouer et préfèrent attendre l'issue du conflit. La victoire d'Ayacucho (9 décembre 1824) clôt la phase d'indépendance. On peut enfin s'attaquer à la réforme de la justice.

Il s'agit tout d'abord de dresser une carte judiciaire et d'établir des tribunaux en prenant en compte l'ensemble du territoire. C'est la raison pour laquelle plusieurs cours de justice sont fondées durant la première décennie républicaine. Dès le lendemain de la victoire d'Ayacucho, on installe à Lima une Cour Suprême et une Cour Supérieure. En 1825 naissent les deux principaux tribunaux de province, à savoir les cours supérieures de Cuzco et Arequipa qui s'ajoutent à la Cour Supérieure de Trujillo. Puis en 1832 est créée la Cour Supérieure d'Ayacucho. L'objectif affiché des représentants de la nation est de faire que la justice républicaine couvre l'ensemble du territoire. Le pays se dote d'un maillage judiciaire dans lequel chaque district est censé disposer d'un juge. Or le projet s'avère immédiatement irréalisable dans les contrées les plus éloignées des centres urbains. Car le problème est de trouver des juristes – voire des lettrés – pour exercer leur fonction dans des territoires reculés. Quasiment aucun homme de loi n'accepte de s'éloigner des grands centres urbains tandis que les communautés indiennes, conservent une organisation judiciaire traditionnelle et n'ont pas l'habitude de s'adresser aux tribunaux républicains pour régler leurs affaires internes. De sorte qu'un clivage s'établit entre les principales villes et le reste du pays comme on peut le voir dans la figure n°2. Au milieu du XIXe siècle, Lima, Cuzco et Arequipa concentrent 90% des hommes de loi péruviens. Mais la prépondérance liménienne apparaît dans le nombre considérable de hauts magistrats (23).

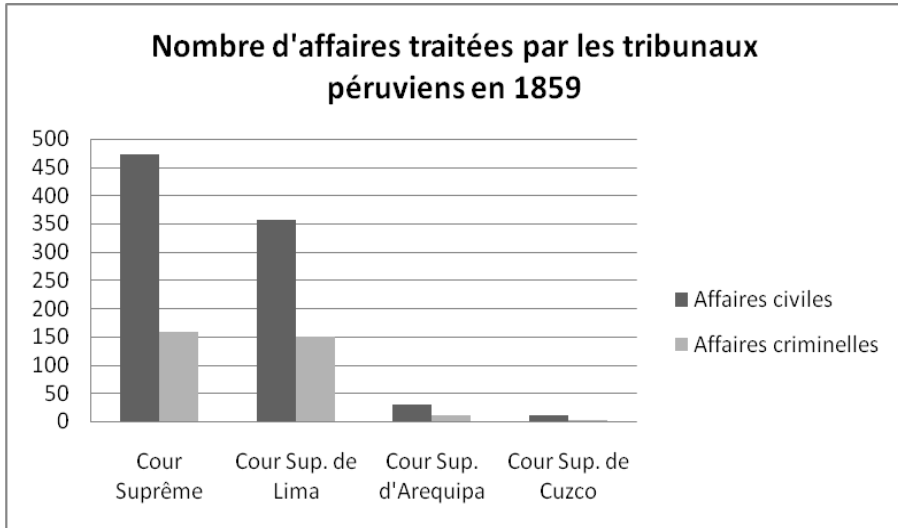
Figure n° 2



Source: CARRASCO, 1847.

Par ailleurs, la capitale est également le siège de l'Ordre des Avocats, créé en 1801. Ce collège garde un fonctionnement hérité de la période coloniale. Il rassemble les avocats les plus renommés du pays ayant obtenu leur diplôme à l'Université de Lima. Seuls ceux qui résident dans la capitale peuvent y être admis et il n'y a pas d'équivalent en province. Il constitue un vivier pour le Congrès et autres instances du pouvoir politique. De plus, les liens entre ces juristes est important. Ils se connaissent tous et ils sont en contact permanent. D'autre part, les tribunaux liméniens fonctionnent comme une seule cour puisqu'ils siègent dans le palais présidentiel, à côté du président, du gouvernement et des ministères.

Figure n° 3



Source: Gaceta judicial du 7 janvier 1860.

La concentration à Lima des spécialistes du droit a pour corollaire l'importance des affaires traitées dans les tribunaux de la capitale (cf. figure n° 3). Les deux cours liméniennes concentrent presque la totalité des affaires de niveau supérieur de tout le pays. Les cours supérieures de Cuzco et Arequipa ne font guère le poids. En 1860, la Cour Supérieure de Lima traite 13 fois plus d'affaires que celle d'Arequipa et 27 fois plus que celle de Cuzco. Quant à celle de Trujillo, elle n'est toujours pas opérationnelle en 1860 comme le déplore le président de la Cour Suprême de Justice:

On voit fréquemment arriver à Lima des affaires de La Libertad car il n'y a pas à Trujillo le nombre de juges suffisant pour les traiter. Cela nuit aux plaidants qui doivent prendre en charge le port du courrier, le paiement d'un adjoint du procureur et d'un avocat de la capitale (LA GACETA JUDICIAL, 7 Janv, 1860).²

² « Discurso del Dr. D. Juan Mariano Cossio, presidente de la Corte Suprema de Justicia, en la apertura de los tribunales », *La Gaceta Judicial*, 7 janv. 1860.

Les juges liméniens se situent par conséquent là où se fait la justice. A l'amont, parce nombre d'entre eux participent à la fabrication de la loi. Certains, depuis les ministères, rédigent des décrets et autres textes administratifs. D'autres intègrent les commissions parlementaires chargées de la rédaction des codes et des constitutions. Au sein des tribunaux, ils font le tri entre la législation espagnole à conserver et celle à revoir parce que devenue inadaptée à la nouvelle réalité péruvienne. Ils mettent en application les premiers textes législatifs de la République et ils adoptent une procédure proprement péruvienne nouvelle par bien des aspects. Toutes ces nouveautés sont exportées vers la province qui est tenue de les adopter sans sourciller. Il n'est donc pas étonnant dans ces conditions que les juges liméniens soient sollicités par le chef de l'exécutif, souvent un caudillo de formation militaire. C'est le cas par exemple de Mariano Ignacio Prado qui, après s'être imposé par la force, forme en 1869 un gouvernement appelé « cabinet des talents » intégré par deux juristes, José Gálvez et Toribio Pacheco, ainsi que par le juge et doyen de l'ordre des avocats, José Simeón Tejada (BASADRE, 2005). Mais les hauts magistrats doivent également leur position originale aux dossiers judiciaires qu'ils ont à traiter.

Rendre la justice: les affaires traitées à Lima

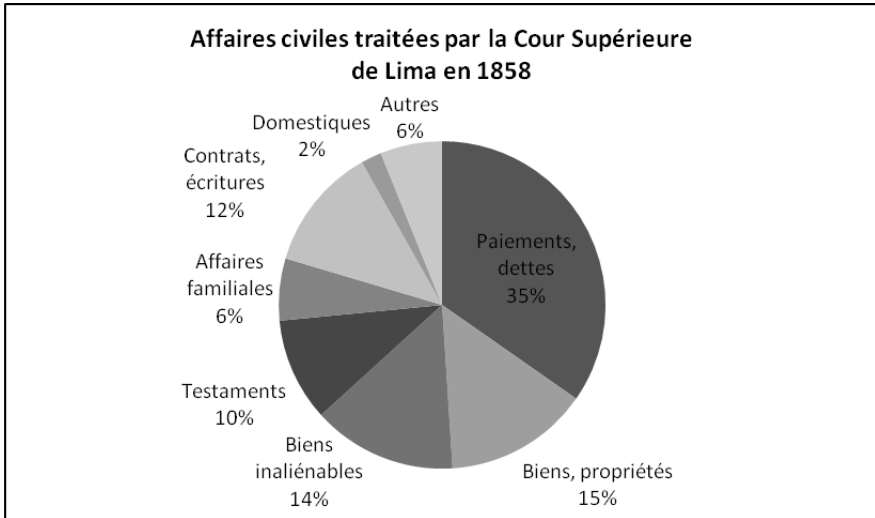
Le pouvoir symbolique du juge vient tout d'abord de la noblesse de la fonction qu'il accomplit. Rendre la justice est une prérogative régaliennne. La majesté du magistrat s'exprime tout particulièrement au moment de la sentence qui fait autorité. Mais d'un point de vue pragmatique, toutes les affaires ne se valent pas et l'importance de la juridiction et de celui qui l'exerce se mesure à l'aune du prestige des dossiers. Et là encore, les hauts magistrats liméniens se distinguent de leurs homologues de province.

En matière civile, les cours liméniennes se chargent principalement d'affaires concernant les dettes et les biens fonciers d'une valeur pécuniaire élevée (cf. figures n° 4 et 5). En y ajoutant les testaments, cet ensemble

représente les trois quarts des affaires traitées dans chaque tribunal. Or la seconde moitié du XIXe siècle est un temps de redistribution de la propriété foncière avec un renforcement du grand domaine (*latifundio*) au Pérou comme dans le reste de l'Amérique latine. Les juristes de cette époque s'attaquent d'ailleurs aux biens de mainmorte que la nouvelle aristocratie républicaine cherche à s'accaparer (FAVRE, 1969, p. 149). C'est également l'ère du guano, cet engrais fabriqué à partir de déjections d'oiseaux qui produit une prospérité de courte durée au Pérou. Là encore, les magistrats – notamment ceux de la Cour Suprême – ont à juger la légalité des contrats de propriété des îles à guano ainsi que ceux impliquant les modes d'exportation (les consignations). C'est ainsi qu'en 1869, les principaux « capitalistes » péruviens saisissent la Cour Suprême pour casser un juteux contrat signé par le gouvernement et la maison française Dreyfus pour exploiter le guano. La Cour se range du côté des Péruviens notamment parce que certains de ses membres ont des parts significatives dans le commerce du guano. Le gouvernement doit finalement se plier à cette décision.³ Cet exemple montre bien que les hauts magistrats liméniens sont amenés à participer aux plus hautes décisions politiques et économiques du pays.

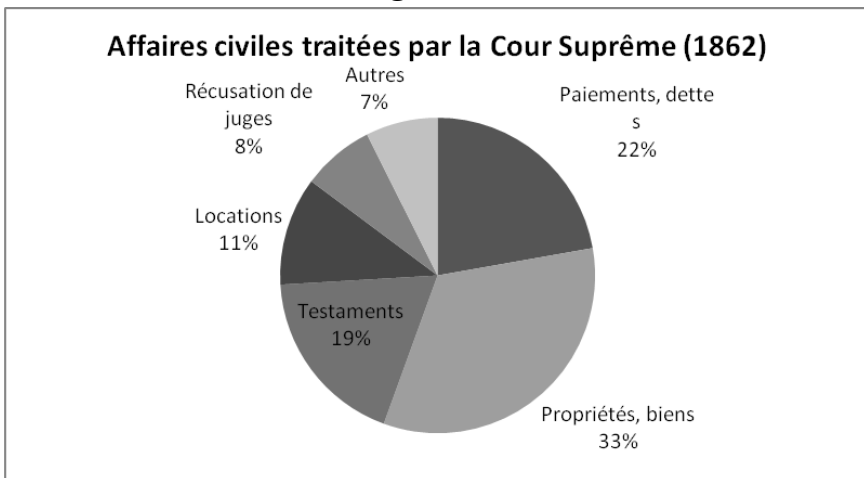
³ *Juicio de despojo seguido ante la Excm. Corte Suprema por los capitalistas nacionales con el Supremo gobierno por haber éste desconocido el derecho de preferencia de que gozan aquéllos en todo contrato sobre el expendio del guano, al celebrar con Dreyfus hermanos y Ca. de París, el 17 de agosto último, sobre venta con adelantos de dos millones de toneladas.* Lima: Imp. Liberal, 1869.

Figure n° 4



Source: AGN, Archivo del Poder Judicial (R.P.J.) - Série “Causas civiles y criminales” (1825-1899).

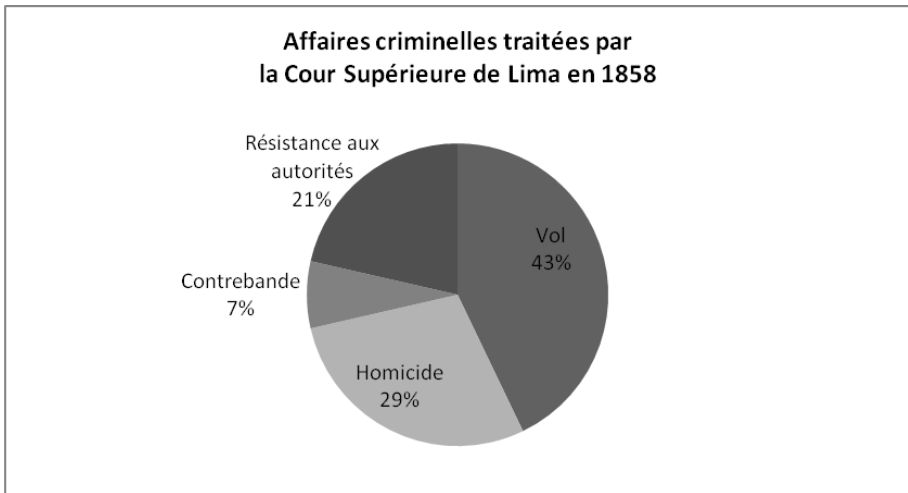
Figure n° 5



Source: AGN, Archivo del Poder Judicial (R.P.J.) - Série “Causas civiles y criminales” (1825-1899).

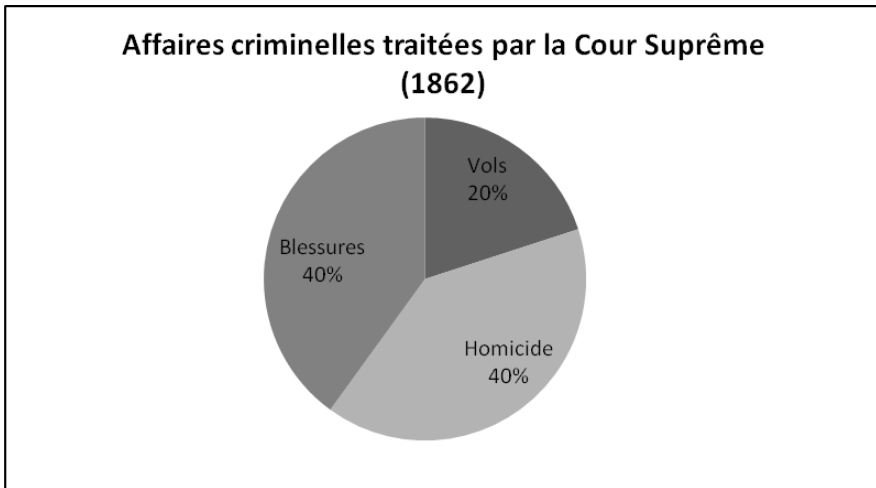
Toujours subordonnée à son homologue civile, plus noble, la justice pénale apparaît néanmoins comme une préoccupation majeure des juristes et juges péruviens du XIXe siècle. Ceux-ci souhaitent notamment une définition plus claire des crimes et délits tout en écartant les peines jugées cruelles et inhumaines. Comme en Europe, ils se passionnent pour la question de la prison et du système pénitentiaire à adopter. Dans les audiences criminelles, les hauts magistrats sont confrontés à tout ce que la société réprouve et vilipende. Mais c'est aussi un espace de confrontation à l'opinion publique puisque les procès criminels sont suivis par un grand nombre de Péruviens. Les hautes cours liméniennes traitent principalement d'affaires de vol et d'homicide comme on peut l'observer dans les figures 6 et 7.

Figure n° 6



Source: AGN, Archivo del Poder Judicial (R.P.J.) - Série “Causas civiles y criminales” (1825-1899).

Figure n° 7



Source: AGN, Archivo del Poder Judicial (R.P.J.) - Série “Causas civiles y criminales” (1825-1899).

Les hauts magistrats liméniens agissent par conséquent comme garants de la moralité et de l'ordre public. Ils s'occupent des crimes crapuleux ainsi que des « vices » de la société. Mais ils veillent également au respect des normes sociales et sont soumis à la pression publique. Tel est le cas d'une affaire opposant l'Ordre des médecins de Lima à une matrone et guérisseuse appelée Dorotea Salguero. En 1828, le collège saisit la Cour Supérieure de Lima car il considère comme une intrusion inacceptable le fait que cette femme du peuple soigne des malades (VALDIZAN, 1929, p. 39). Le juge chargé de l'affaire donne raison au corps médical. Il somme Dorotea Salguero de ne plus s'occuper des malades ce qu'elle ne fait pas car elle est devenue extrêmement célèbre en raison de l'efficacité de sa pratique. La guérisseuse est donc arrêtée et incarcérée tandis qu'un nouveau procès s'ouvre en 1830. L'opinion publique se déchaîne entre les pro et anti Salguero. Finalement, le tribunal doit se résoudre à rendre sa liberté à la

guérisseuse face à la clameur populaire.⁴ Cette affaire montre bien comment la justice républicaine, en la personne des juges et des procureurs, est employée pour mieux encadrer et à contrôler la population péruvienne. Mais elle prouve également que les juges sont amenés à prendre en compte les évolutions sociales même si celles-ci sont contraires à leurs convictions. Cette ambivalence est également constitutive de la fonction des hauts magistrats.

Ainsi, les juges et procureurs des hauts tribunaux liméniens ont affaire à différentes strates de la société péruvienne. Ils sont confrontés à l'oligarchie, dans les instances civiles notamment, tandis que dans les procès au pénal, ils se trouvent en rapport plutôt avec les couches populaires. Et s'il est aisé de se poser en gardiens de la morale publique surtout lorsqu'il s'agit de meurtres ou d'agressions, il s'avère plus compliqué de s'opposer au pouvoir politique et économique. Aussi, il s'avère difficile de rendre la justice de manière impartiale et indépendante. Les hauts magistrats oscillent donc souvent entre autonomie et soumission comme le montre le cas de la famille Paz Soldán.

Les juges, hommes de pouvoir: l'exemple de la famille Paz Soldán

Au XIXe siècle, il n'existe pas encore de spécialisation dans la carrière judiciaire. Ceci est surtout vrai pour les hauts magistrats liméniens qui ont exercé différentes fonctions politiques, administratives et judiciaires. L'exemple de la famille Paz Soldán, l'une des plus puissantes de l'époque, est intéressant à étudier dans la mesure où trois de ses membres ont accompli des fonctions dans les hauts tribunaux de la République mais aussi au gouvernement et au parlement. Il est aussi emblématique de la polarisation qu'exerce Lima à cette époque. Car alors que la famille est originaire d'Arequipa, plusieurs de ses membres s'installent à Lima où ils se

⁴ *Defensa hecha a favor de Da. Dorotea Salguero en la causa criminal que se le ha formado a moción del Protomedicato, por haber curado contra sus prohibiciones, y las del juez de primera instancia en recurso a la representación nacional*, Lima: Imp. de José María Masías, 1831.

positionnent dans les plus hautes sphères de la société. Ils participent à la croissance économique du pays mais contribuent également au rayonnement péruvien dans le domaine des lettres et des sciences humaines. De plus, cette ascension sociale est extrêmement rapide puisque dans l'espace de deux décennies, la famille Paz Soldán se fait un nom et s'intègre pleinement à l'oligarchie péruvienne.

Les Paz Soldán sont des créoles installés dans un premier temps à Arequipa, ville située à 766 km au sud de Lima. La famille, appartenant à la petite bourgeoisie créole, compte six garçons – dont trois magistrats – et quatre filles, tous nés durant la période de l'indépendance. Les garçons de la famille reçoivent une éducation soignée. Ils grandissent dans un milieu familial où règne l'émulation ce qui les encourage à étudier et à développer leurs qualités intellectuelles. Ainsi Mateo (1812-1857), apprend tout seul le grec et l'allemand pour pouvoir lire les œuvres d'Homère, Démosthène, Schiller et Goethe dans leur texte original. Le jeune homme domine également le latin, le français, l'italien, le portugais et une fois adulte, il se consacre au quechua et à l'aymara (CORPANCHO, 1863). Les frères Paz Soldán commencent leurs études au séminaire de San Jerónimo, le plus prestigieux centre d'études d'Arequipa. Ils s'y distinguent encore une fois par leur appétit de savoir et leurs bons résultats scolaires. Ainsi, après l'obtention de son baccalauréat, José Gregorio (1808-1875) enseigne au séminaire le latin et le droit canon et rédige en 1832 un *Précis de droit canon* (PAZ SOLDAN, 1964, p. 3). De son côté, Mateo est autorisé à donner des cours de philosophie et de théologie, alors même qu'il est étudiant. Une fois diplômé, celui-ci devient professeur de droit. Tous les frères Paz Soldán intègrent l'Université d'Arequipa pour suivre des études de droit et obtenir leurs grades universitaires. José Gregorio obtient le titre de docteur à la fois en droit civil et en droit canon. Les autres sont tous au moins bacheliers. Après leurs études, les garçons optent chacun pour leur voie dans un souci de diversification de leurs activités. L'aîné, Mariano Domingo (1801-?), accompagne Simon Bolivar dans le Haut-Pérou où il s'y installe définitivement. Il est le fondateur de l'Université de Chuquisaca et devient un notable de la ville. Pedro (?-1876) s'oriente quant à lui vers le négoce et

l'agriculture. Santiago José se consacre aux sciences naturelles (PAZ SOLDAN, 1964, p. 2). Les trois autres, deviennent magistrats. Suivons de plus près le parcours de ces trois personnages.

Après leur stage dans les tribunaux, les trois frères obtiennent le titre d'avocat, tous à l'âge de 23 ans: José Gregorio en 1831, Mateo en 1835 et Mariano Felipe en 1843.⁵ L'aîné des trois, José Gregorio, s'oriente immédiatement vers la magistrature et occupe différentes places à la Cour Supérieure d'Arequipa jusqu'à obtenir celle de juge en 1844. Mariano Felipe (1821-1886) obtient quant à lui un poste de juge de première instance dans le département de Cajamarca, au nord du Pérou, à près de 1200 kilomètres d'Arequipa. Dans cette ville, il installe une presse, la première de Cajamarca. Il édite ensuite le journal *La Aurora*, qui lui sert de tribune pour exposer ses projets nécessaires au développement de la région (TAURO, 1988, p. 205). Grâce à cette publicité, il parvient à construire de toutes pièces la première prison de la région. En ce qui concerne Mateo, il s'installe comme avocat tout en enseignant le droit. Puis en 1845, il obtient la place de juge intérimaire de la Cour Supérieure d'Arequipa où il travaille auprès de son frère José Gregorio.⁶

Mais les perspectives d'évolution à Arequipa ne sont pas à la hauteur de l'ambition de la famille. Lima se pose alors comme l'objectif des Paz Soldán qui figurent déjà comme des notables dans leur ville d'origine. Profitant de cette notoriété et tout en travaillant à la cour supérieure, José Gregorio se porte candidat pour les élections législatives et devient député (1839) puis sénateur d'Arequipa (1845-1849). En tant que parlementaire, il se doit de siéger à Lima, ce qui constitue pour lui un moyen d'ancrage dans la capitale. Grâce à une bonne mobilisation de ses réseaux, il est nommé ministre des Affaires Etrangères du gouvernement de Ramón Castilla dès 1845 et accède à l'importante place de procureur de la Cour Suprême en

⁵ AGN, fonds "Fojas de servicio de jueces".

⁶ AGN, Fojas de servicio de jueces.

1848.⁷ Aussitôt, ses frères lui emboîtent le pas. Mateo se trouve à Lima dès 1847 et Mariano Felipe à partir de 1849.

Cette fulgurante ascension s'explique tout d'abord par la formation et l'acuité d'esprit des frères Paz Soldán, déjà évoquée. Mais elle est également le résultat de leur capacité à créer et à mobiliser leurs réseaux. Le journalisme constitue par exemple pour cette famille une façon d'établir des liens de sociabilité importants. La rencontre avec d'autres intellectuels de l'époque dans les *tertulias*, c'est-à-dire des réunions de lettrés, et les salons littéraires leur sert de point d'appui. Les trois frères ont participé ou fondé des journaux à Arequipa, Lima et Cajamarca. L'exemple du journal *El Constitucional*, de tendance libérale, montre bien la manière dont José Gregorio mobilise un groupe d'intellectuels à des fins politiques. Le groupe s'organise d'abord autour d'une *tertulia* composée d'hommes politiques et de magistrats⁸ qui s'engage pour la défense de la Constitution libérale de 1856 que le général Ramón Castilla veut modifier. Dans un prospectus paru à la fin du mois de mars 1858, le directeur présente les objectifs du journal: d'un côté, il s'agit d'éduquer le peuple et de l'autre, lutter contre le projet de réforme de la Charte Libérale de 1856. En fait, *El Constitucional* a des objectifs bien plus ambitieux. Il veut constituer « une pensée nationale, un esprit commun et public, une opinion, une force morale capable de diriger les événements et qui, après avoir illustré les masses, illustrerait aussi le pouvoir lorsqu'il en aurait besoin pour qu'il puisse aller dans le bon sens ou, le cas échéant, le modérer et le contenir » (EL CONSTITUCIONAL, n. 1, Lima, 3 de abril de 1858). Aussi, le groupe de José Gregorio s'engage ouvertement et devient une véritable faction politique. Les éditoriaux de José Gálvez défendent très clairement la Convention Nationale et la Constitution de 1856. D'autres articles portent sur l'importance de l'éducation, la morale politique, le patriotisme et l'éducation des femmes. Le journal s'érige en organe de la « Société d'ordre et de jurisprudence » qui défend certes la

⁷ AGN, Fojas de servicio de jueces.

⁸ Les collaborateurs les plus assidus du journal sont Francisco Javier Mariátegui, procureur de la Cour Suprême; Benito Laso, juge à la Cour Suprême; Francisco de Paula González Vigil et José Gálvez, tous deux juristes et homme politiques.

Constitution de 1856, mais lance les candidatures de Miguel Medina et de José Gregorio Paz Soldán à la présidence et à la vice-présidence de la République (EL CONSTITUCIONAL, n. 86, Lima, 19 de julio de 1858).

Pour s'insérer à Lima, les Paz Soldán s'appuient sur un réseau d'Aréquipéniens bien positionnés dans cette ville. On y trouve par exemple des anciens professeurs tel que Francisco Xavier de Luna Pizarro, ancien vice-recteur du séminaire de San Jerónimo, devenu président du Premier Congrès Constituant de 1822. A cette stratégie d'utilisation des réseaux provinciaux s'ajoutent les alliances matrimoniales. Les choix des conjoints des Paz Soldán laissent apparaître deux tendances apparemment opposées mais qui sont en réalité complémentaires. On note d'un côté une très forte endogamie, les conjoints d'origine aréquipénienne étant privilégiés. Mais il est question également d'inclure dans la lignée des membres de l'ancienne noblesse coloniale ainsi que les descendants des Pères de la Patrie. Ainsi, Juana María, aînée de la famille Paz Soldán trouve époux en la personne du lieutenant colonel Pablo Antonio Rada, commandant des Dragons du Roi d'Espagne. Doña Josefa Celedonia épouse de son côté un noble français, originaire de Nantes, Angel de Rouaud. Pedro quant à lui choisit pour épouse la fille du grand scientifique Hipólito Unánue.⁹ José Gregorio se marie une première fois avec une Aréquipénienne, fille de son ancien professeur de droit et collègue à la Cour Supérieure. Après le décès de celle-ci, il épouse la marquise Grimanesa de Zavala y la Puente bien plus âgée que lui. Après le décès de cette dernière, et à l'âge de 52 ans, il épouse de nouveau une Aréquipénienne, Jesús María de Rivero, une de ses cousines.

Par conséquent, au début des années 1850, la famille Paz Soldán s'est construit une renommée et une réelle autorité. En 1853, un débat s'organise au Pérou autour de la question des prisons à l'instar de ce qui se passe en Europe. C'est Mariano Felipe qui est envoyé en mission aux Etats-Unis pour évaluer personnellement les modèles auburnien et pennsylvanien. A son

⁹ José Hipólito Unanue (1755-1833) fut l'un des plus célèbres médecins des Lumières péruviennes, professeur d'anatomie à l'université de San Marcos et directeur du *Mercurio Peruano*.

retour, le « Tocqueville péruvien » est nommé pour diriger les travaux de construction du nouveau pénitencier. Mateo quitte également le Pérou et fait un séjour en Europe. En France et Angleterre, il se lie avec de grands professeurs de mathématiques. Il prend finalement le temps de rédiger deux manuels – l'un d'astronomie et l'autre de trigonométrie, publiés aux frais de l'Etat péruvien.¹⁰ Quant à José Gregorio, il est devenu un homme extrêmement puissant dans la mesure où il cumule plusieurs fonctions politiques – celles de ministre, sénateur et procureur de la Cour Suprême. Le résident allemand au Pérou, Heinrich Witt le décrit comme un « homme très intelligent ». Dans ses mémoires, Witt admet maintenir une relation amicale avec lui non pas parce qu'il l'apprécie mais par la crainte qu'il lui inspire. Car José Gregorio a, dit-il, « le pouvoir de se muer en le plus formidable des ennemis, et comme procureur de la Cour, il n'avait que trop d'occasions de faire du mal à ceux qu'il n'aimait point [...]» (WITT, 1987, p. 197).

S'ajoute au pouvoir politique, le pouvoir économique. Car la famille Paz Soldán a nettement enrichi son patrimoine une fois installée à Lima. Une rue de la capitale porte son nom dans la seconde moitié du XIXe siècle car elle lui appartenait entièrement. Il n'est d'ailleurs pas anodin que le premier plan du Lima républicain ait été dressé par José Gregorio. La fortune de la famille est tributaire des bonnes affaires réalisées par ses membres dans un contexte de redistribution de la propriété foncière. Les Paz Soldán s'intègrent au capitalisme péruvien naissant en acquérant des haciendas mais surtout par leur participation dans les affaires économiques durant la période du boom du guano. José Gregorio est le procureur de la Cour Suprême au moment de la signature du contrat Dreyfus, il rédige alors un rapport en faveur des « capitalistes » péruviens et fait acte d'insoumission en s'opposant à l'action du gouvernement qu'il devrait en principe défendre.

Mais les Paz Soldán sont actifs dans tous les domaines, y compris celui des sciences et de la culture. Le jeune Mateo, mort prématurément laisse

¹⁰ Il s'agit de: *Tratado de trigonometria plana y esférica*, Paris: Bachelier, 1848 et *Tratado elemental de astronomia teórica y práctica*, Paris: impr. de Crapelet, 1848 (Disponibles à la Bibliothèque Nationale de Lima).

son empreinte dans l'histoire des sciences péruviennes. José Gregorio occupe quant à lui les fonctions de recteur de l'Université de San Marcos (1861-1863). Ce n'est pas seulement un titre honorifique car le magistrat entreprend de réformer cette institution. Il lui donne de nouveaux programmes et se charge de la rédaction des Annales universitaires. En ce qui concerne Mariano Felipe, celui-ci se spécialise progressivement dans le domaine de la culture et des sciences humaines. Il comprend que la construction d'une identité nationale passe par la création d'une histoire propre. C'est la raison pour laquelle il s'attelle à rassembler toute la documentation existante sur le Pérou républicain. Il parvient ainsi à constituer la collection de manuscrits et imprimés, la plus importante de l'époque, qui sert de base à la constitution des Archives Nationales. Parallèlement, il rédige une *Histoire du Pérou indépendant*, premier ouvrage en son genre (PAZ SOLDAN, 1868). Mais les Paz Soldán sont également conscients de la construction de la nation péruvienne doit s'appuyer sur une véritable connaissance géographique et territoriale. C'est la raison pour laquelle Mariano Felipe et José Gregorio se chargent de dresser les premières cartes politiques et physiques du Pérou républicain. Celles-ci sont rassemblées dans le premier *Atlas du Pérou* auquel s'ajoute la *Géographie du Pérou* où Mariano Felipe recense les localités et les éléments du relief de tout le pays (PAZ SOLDAN, 1862, 1865).

L'exemple de la famille Paz Soldán est emblématique de la diversité des activités et fonctions exercées par les hauts magistrats liméniens du XIXe siècle. C'est précisément cet éclectisme qui est au centre de leur pouvoir. Parce qu'ils sont des hommes de savoir, hautement qualifiés et diplômés, ils se situent au sommet de la pyramide judiciaire mais aussi politique, économique et sociale. Constituant un groupe réduit, toutes les portes leur sont ouvertes. Les révolutionnaires de l'indépendance souhaitaient en finir avec les juges omnipotents qui incarnaient le despotisme monarchique espagnol. Il s'avère néanmoins, au regard des exemples étudiés, que les choses sont fort peu différentes après 1824. Les hauts magistrats républicains ne sont pas dépouillés de leur pouvoir. Une fois la République installée, on s'attaque au pouvoir symbolique, la toge des magistrats coloniaux (la *garnacha*)

est par exemple remplacée par un uniforme bien plus sobre. Les juges ne constituent plus une corporation mais sont tenus de se plier aux lois de la République. Ainsi, après l'indépendance, la fonction de juge ou de procureur des hautes cours est beaucoup moins majestueuse que celle des *oidores* coloniaux. La réponse des magistrats républicains est alors de multiplier les fonctions et les activités prestigieuses, tout en se préoccupant activement de leur patrimoine financier. Ils ont donc déployé une stratégie de cumul des fonctions pour conserver et renforcer leur pouvoir.

Les hauts magistrats liméniens se présentent à bien des égards comme de hauts fonctionnaires de la République naissante. Ils prennent en charge les dossiers judiciaires les plus importants et s'intègrent aux cercles qui font les lois. La proximité de leur espace de travail avec celui des autres grands corps de l'Etat témoigne bien de la parfaite intégration aux instances du pouvoir. Il y a par conséquent une spécificité notoire du juge liménien par rapport à son homologue de province. Et cette polarisation croissante est précisément une des spécificités de l'histoire du Pérou républicain que les autorités politiques actuelles cherchent à effacer non sans mal.

Références

- BASADRE, Jorge. *Historia de la República del Perú [1822-1933]*. v. 1. *La época fundacional de la República (1822-1842)*. Lima: El Comercio, 2005.
- CARRASCO, Eduardo. *Calendario y guía de forasteros de la República Peruana para el año bisiesto de 1848*. Lima: Imp. de José María Masías, 1847.
- CORPANCHO, Manuel Nicolás. *El Dr. Don Mateo Paz Soldán. Apuntes biográficos*. Lima, 1863.
- EL CONSTITUCIONAL*, n. 1, Lima, 3 de abril de 1858.
- _____. n. 86, Lima, 19 de julio de 1858.
- FAVRE, Henri. El desarrollo y las formas del poder oligárquico en el Perú. In: MAR, José Matos. *La oligarquía en el Perú*. Buenos Aires: Amorrortu ed., 1969.

- FLORES GALINDO, Alberto. *Arequiça y el sur andino, siglos XVIII-XX*. Lima: Ed. Horizonte, 1977.
- _____. *Aristocracia y plebe, Lima (1760-1830)*, Lima: Mosca Azul Editores, 1984.
- GOOTENBERG, Paul. *Tejidos, harinas, corazones y mentes. El imperialismo norteamericano del libre comercio en el Perú, 1825-1840*, Lima: IEP, 1989, p. 21.
- LOHMANN VILLENA, Guillermo. *Los Ministros de la Audiencia de Lima en el reinado de los Borbones 1700-1821: esquema de un estudio sobre un núcleo dirigente*. Séville: Escuela de estudios hispano-americanos, 1974.
- PAZ SOLDAN, José Pareja. *José Gregorio Paz Soldán. Diplomático y jurista*. Lima: ed. Peruanas, 1964.
- PAZ SOLDAN, Mariano Felipe. *Atlas geográfico del Perú*, Paris: Firmin Didot, 1865.
- _____. *Historia del Perú independiente*. Le Havre: impr. de A. Lemale, 1868.
- _____. *Geografía del Perú, obra postuma de D. D. Mateo Paz Soldán; corregida y aumentada por su hermano Mariano Felipe Paz Soldán*. Paris: Firmin-Didot, 1862.
- POLANCO ALCÁNTARA, Tomás. *Las reales audiencias en las provincias americanas de España*, Madrid: MAPFRE, 1992.
- QUIROZ-PEREZ, Lissel. *Du service du roi au service de la République. Haute magistrature et construction de l'Etat au Pérou (1810-1870)*. 2009. Thèse. Université de Paris I.
- TAURO, Alberto. La Aurora. In: *Enciclopedia ilustrada del Perú*. Lima: Peisa, 1988, v. 1.
- VALDIZAN, Hermilio. *Crónicas médicas del Dr. Valdizán*. Lima, 1929.
- WITT, Heinrich. *Diario y observaciones sobre el Perú (1824-1890)*. Lima: Cofide, 1987.